

Chapitre 3

ÉCONOMIE

3.1.		it Intérieur Brut (PIB) Évolution du PIB	56
	3.1.2.	PIB par grand secteur d'activité (GSA)	57
3.2.		es publiques	
		Budget de l'État	58
	3.2.2.	- ,	59
		Dépenses de l'État	60
	3.2.4.	Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	61
	3.2.5.	Évolution de l'Aide Publiqueau Développement (APD)	62
	3.2.6.	and the state of the state that the state of	64
	3.2.7.	Monopoles concédés par l'État	66
3.3.	•	i salarié	67
		Secteur public	68
	3.3.2.	The state of the s	71
		Télétravail	77
		Travail intérimaire	78
3.4.		lleurs indépendants	00
		Caractéristiques des travailleurs indépendants	80 81
۰.		Activités des travailleurs indépendants	01
3.5.		s économiques Créations et radiations d'activité par Grand Secteur d'Activité (GSA)	82
	3.5.3.	Entités en activité au Répertoire duCommerce et de l'Industrie (RCI) Gouvernance d'entreprises	82 83
2.6		été intellectuelle	84
3.6.	•		04
3.7.		e d'affaires Évolution du chiffre d'affaires	85
	3.7.1.		85
		Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA	86
20		•	00
	Indica	taure cartariale	
3.8.		teurs sectoriels Activités scientifiques et techniques services administratifs et de soutien	87
3.8.	3.8.1.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien.	87 89
3.8.	3.8.1. 3.8.2.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail	87 89 91
3.8.	3.8.1. 3.8.2.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89
3.8.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91
3.8.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration	89 91 93
	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres	89 91 93
	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières	89 91 93 95
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers	89 91 93 95
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2.	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers Évolution des dépôts, titres et crédits	89 91 93 95
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers Évolution des dépôts, titres et crédits é de l'immobilier Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements. Ventes immobilières	89 91 93 95 97 97 98 99
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activil 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers Évolution des dépôts, titres et crédits é de l'immobilier Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements Ventes immobilières Reventes immobilières	89 91 93 95 97 97 98 99 100
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activil 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101
3.9.	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102
3.9. 3.10	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.9.1. 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103
3.9. 3.10	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103
3.9. 3.10	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6 Numél	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104
3.9. 3.10	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6 Numéi	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers Évolution des dépôts, titres et crédits. é de l'immobilier Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements. Ventes immobilières Reventes immobilières Prix moyen Reventes immobilières par quartier Transactions Immobilières Hors Habitation rique me Secteur hôtelier	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104
3.9. 3.10	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6 Numé Touris 3.12.1 3.12.2	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros Hébergement et restauration Industries manufacturières, extractives et autres és financières Établissements financiers Évolution des dépôts, titres et crédits. é de l'immobilier Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements. Ventes immobilières Reventes immobilières Prix moyen. Reventes immobilières par quartier Transactions Immobilières Hors Habitation rique me Secteur hôtelier Structures d'accueil pour tourismed'affaires	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.4 3.10.5 3.10.6 Numé Touris 3.12.1 3.12.2 3.12.3	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	89 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.6 Numéi Touris 3.12.1 3.12.2 3.12.3	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	99 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104 105 108
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.6 Numéi Numéi Touris 3.12.2 3.12.3 Comm 3.13.1	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	99 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104 105 108 108
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.6 Numéi . Touris 3.12.2 3.12.3 . Comm 3.13.1 3.13.1	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	99 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104 105 108 109 110
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.6 Numéi Touris 3.12.1 3.12.2 3.12.3 . Comm 3.13.1 3.13.2 3.13.3	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail	99 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104 105 108 108 109 110
3.9. 3.10 3.11 3.12	3.8.1. 3.8.2. 3.8.3. 3.8.4. 3.8.5. Activit 3.9.1. 3.9.2. March 3.10.1 3.10.2 3.10.3 3.10.6 Numéi . Touris 3.12.1 3.12.2 3.12.3 . Comm 3.13.1 3.13.2 3.13.3 3.13.4	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien. Commerce de détail Commerce de gros	99 91 93 95 97 97 98 99 100 101 102 103 104 105 108 108 109 110 110 111

Introduction

Les statistiques sectorielles de l'économie monégasque sont étudiées suivant le découpage en Grands Secteurs d'Activité (GSA) défini par l'IMSEE suite à l'adoption de la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév. 2, 2008) au 1er janvier 2012. Dans le but d'être au plus proche de la réalité du tissu économique monégasque, douze grands secteurs d'activité, qui forment une agrégation des 88 divisions (niveau 2) de la NAF rév. 2. 2008 ont été retenus :

Activités financières et d'assurance : Ce secteur comprend les activités des services financiers, y compris les activités d'assurance, de réassurance comme par exemple les banques, la gestion de portefeuilles et de fonds, les agences d'assurance ainsi que les caisses de retraite (Divisions NAF 64 à 66);

Commerce de gros: Ce secteur regroupe l'ensemble des activités d'achat et/ou vente des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce grand secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation) (Division NAF 46);

Commerce de détail: Ce secteur comprend la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. En Principauté, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail (Divisions NAF 45 et 47);

Hébergement et restauration : Ce secteur comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que les activités consistant à fournir des repas complets ou des boissons pour consommation immédiate comme par exemple les hôtels, les restaurants (traditionnels ou proposant des plats à emporter) et les bars (Divisions NAF 55 et 56) :

Industries manufacturières, extractives et autres: Ce secteur regroupe l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce grand secteur comprend également l'agriculture, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat (Divisions NAF 01 à 39);

Activités immobilières: Ce secteur comprend les activités de bailleurs, d'agents et/ou de courtiers dans l'un ou plusieurs des domaines suivants: vente ou achat de biens immobiliers, location de biens immobiliers, prestation d'autres services liés à l'immobilier telle que l'évaluation de biens immobiliers ou l'activité d'agent fiduciaire en immobilier. Est également comprise la promotion immobilière en vue d'une exploitation propre (Division NAF 68):

Construction: Ce secteur comprend les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil (chantiers de construction neuve, les rénovations, les réparations, les extensions et les transformations et le montage de bâtiments préfabriqués). Ce grand secteur comprend également les activités de promotion immobilière dès lors qu'elles réunissent les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente (Divisions NAF 41 à 43);

Transport et entreposage: Ce secteur regroupe les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Ce grand secteur inclut également la location de matériel de transport avec chauffeur ou pilote, ainsi que les activités de poste et de courrier (en dehors des activités couvertes par le monopole postal, La Poste Monaco étant rattachée à la France) (Divisions NAF 49 à 53);

Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien: Ce secteur comprend l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc... (Divisions NAF 69 à 82);

Autres activités de services: Ce secteur regroupe les activités destinées à répondre aux intérêts du grand public en matière de culture, de divertissement et de loisirs, y compris les spectacles et l'exploitation de musées, d'équipements sportifs et récréatifs ainsi que les activités des organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ainsi que diverses activités de services personnels non classées ailleurs (pressings, coiffeurs, instituts de beautés par exemple) (Divisions NAF 90 à 99);

Information et communication: Ce secteur comprend la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la mise à disposition de moyens permettant de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que les données ou les communications. Il comprend également les activités liées aux technologies informatiques, les services de traitement des données et d'autres services d'information (Divisions NAF 58 à 63);

Administration, enseignement, santé et action sociale: Ce secteur regroupe les activités de nature gouvernementale, l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines (comprenant l'enseignement pour adultes), les activités de soins assurées par des professionnels de la santé dans des établissements hospitaliers et d'autres structures médicales ainsi que la prestation de divers services d'action sociale (Divisions NAF 84 à 88).

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Évolution du PIB

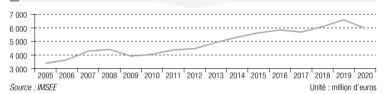
Le PIB monégasque pour l'année 2020 s'élève à 5,97 milliards d'euros contre 6,60 milliards en 2019. Il régresse de 11,8 % en volume, correction faite de l'inflation. Après deux années de forte croissance (+6,0 % et +6,9 %), il recule et retrouve un niveau légèrement inférieur à celui de 2018.

Évolution du PIB en valeur et en volume

	2016	2017	2018	2019	2020
PIB en valeur en million d'euros	5 847,7	5 693,0	6 091,9	6 595,9	5 967,6
Indice des prix (1)	101,7	102,2	103,2	104,5	107,2
PIB en volume en million d'euros	5 772,7	5 570,6	5 904,8	6 310,0	5 568,4
Évolution en volume	3,5%	-3,5%	6,0%	6,9%	-11,8%

Source : IMSEE

Évolution du PIB en valeur



La rémunération des salariés diminue mais moins nettement que l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE). L'intervention de l'État pour soutenir l'économie a eu pour conséquence le doublement des subventions. Les impôts, malgré la régression du chiffre d'affaires, progressent.

Évolution du PIB « per capita »

	2016	2017	2018	2019	2020
PIB en million d'euros courants	5 847,7	5 693,0	6 091,9	6 595,9	5 967,6
Population totale retenue	81 059	83 797	85 876	87 374	86 013
PIB « per capita » en euros courants	72 141	67 938	70 939	75 491	69 380
Indice des prix	101,7	102,2	103,2	104,5	107,2
PIB « per capita » en euros constants	70 959	66 477	68 732	72 219	64 738
Évolution en volume	2,8%	-6,3%	3,4%	5,1%	-10,4%

Source : IMSEE

Évolution du PIB « par salarié »

PIB « par salarié »	2016	2017	2018	2019	2020
PIB en million d'euros courants	5 847,7	5 693,0	6 091,9	6 595,9	5 967,6
Population salariée	52 447	54 303	56 303	57 867	55 919
PIB « par salarié » en euros courants	111 498	104 838	108 199	113 984	106 719
Indice des prix	101,7	102,2	103,2	104,5	107,2
PIB « par salarié » en euros constants	109 670	102 584	104 833	109 044	99 579
Évolution en volume	2,1%	-6,5%	2,2%	4,0%	-8,7%

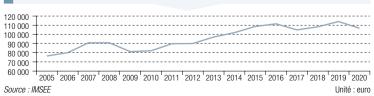
Source : IMSEE

La population de référence retenue pour le calcul du PIB « per capita » comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

Le PIB « per capita » s'élève à 69 380 euros. Il recule de 10,4 % en volume. La population de référence ayant diminuée (-1,6 %), la variation du PIB « per capita » est inférieure à celle du PIB.

Le PIB par salarié peut être utilisé comme élément de mesure et de comparaison de la productivité. Le PIB par salarié s'élève à 106 719 euros. Il régresse de 8,7 % en volume.

Évolution du PIB par salarié en valeur



DÉFINITION

PIB: Le Produit Intérieur Brut (PIB) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes comme indicateur de revenu. La valeur ajoutée est à l'origine de tous les revenus. Le PIB est un agrégat égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités productrices résidentes.

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Trois secteurs créent plus de la moitié (50,1 %) de la richesse produite en Principauté :

- les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (20,3 %);
- les Activités financières et d'assurance (18,3 %) ;
- la Construction (11,4 %) qui reste sur le podium avec le recul des Activités immobilières.

Évolution du PIB en valeur selon les GSA

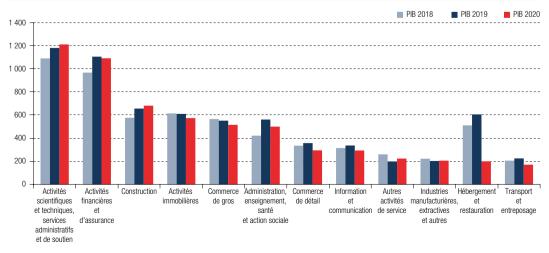
	PIB 2016	PIB 2017	PIB 2018	PIB 2019	PIB 2020	Var 19/20	Poids
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	866,7	967,0	1 091,3	1 181,7	1 212,7	2,6%	20,3%
Activités financières et d'assurance	939,1	1 011,1	968,5	1 105,9	1 092,6	-1,2%	18,3%
Construction	837,9	494,3	576,8	656,8	682,0	3,8%	11,4%
Activités immobilières	520,2	567,0	614,7	610,0	574,0	-5,9%	9,6%
Commerce de gros	510,3	479,6	565,8	551,4	515,2	-6,6%	8,6%
Administration, enseignement, santé et action sociale	406,1	411,2	422,6	562,1	501,0	-10,9%	8,4%
Commerce de détail	343,4	346,0	336,1	357,7	294,9	-17,6%	4,9%
Information et communication	271,8	302,4	314,7	337,3	293,2	-13,1%	4,9%
Autres activités de service	370,6	194,6	260,7	198,8	224,7	13,0%	3,8%
Industries manufacturières, extractives et autres	229,4	234,4	223,0	203,0	206,3	1,6%	3,5%
Hébergement et restauration	360,3	466,5	511,7	605,9	199,9	-67,0%	3,3%
Transport et entreposage	192,0	218,6	206,0	225,2	171,2	-24,0%	2,9%
PIB en valeur	5 847,7	5 693,0	6 091,9	6 595,9	5 967,6	-9,5%	100%

Source : IMSEE Unité : million d'euros

Les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien conservent leur rang de premier contributeur du PIB monégasque. Ce sont principalement les activités de soutien à la Construction qui ont tiré vers le haut le PIB sectoriel. Malgré leur recul (-1,2 %), les Activités financières et d'assurance restent à la deuxième place. Ces deux secteurs représentent plus du tiers du PIB (+38,6 %).

La Construction conforte sa troisième place avec une hausse de son PIB sectoriel (+3,8 %).

La plus forte baisse sectorielle est celle de l'Hébergement et restauration : -67,0 %.



Source : IMSEE Unité : million d'euros

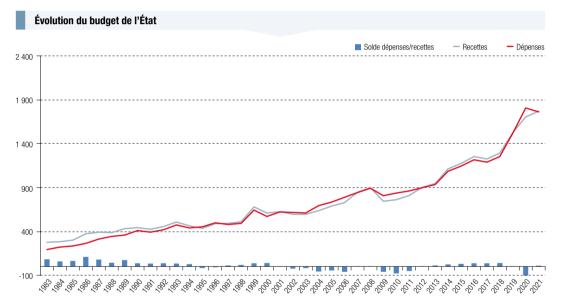
3.2. Finances publiques

3.2.1. Budget de l'État

	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes	1 225,6	1 292,1	1 523,7	1 703,0	1 769,7
Dépenses	1 189,0	1 253,7	1 519,9	1 806,2	1 761,7
Dépenses ordinaires	798,9	842,2	901,3	1 258,9	978,6
Dépenses équipement	390,1	411,4	618,7	547,3	783,1
Solde dépenses/recettes	36,6	38,4	3,8	-103,2	8,0

Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

Unité : million d'euros



Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

Unité : million d'euros

3.2. Finances publiques

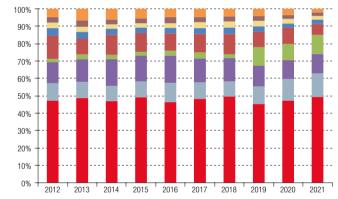
3.2.2. Recettes de l'État

Évolution des recettes de l'État

	2017	2018	2019	2020	2021
Transactions commerciales (TVA)	590,8	640,9	689,7	804,2	873,1
Domaine immobilier	116,6	111,1	152,6	212,3	237,8
Transactions juridiques	168,5	173,6	181,9	183,8	199,6
Domaine financier	42,6	28,5	163,3	159,1	191,8
Bénéfices commerciaux	129,2	150,6	136,3	158,7	114,5
Monopoles exploités par l'État	41,0	47,4	46,6	41,9	41,7
Droits de douane	43,0	46,1	48,0	45,2	38,8
Autres recettes	35,8	37,8	42,3	37,2	36,5
Monopoles concédés	58,2	56,0	63,1	60,7	35,9
Total	1 225,6	1 292,1	1 523,7	1 703,0	1 769,7

Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE Unité : million d'euros

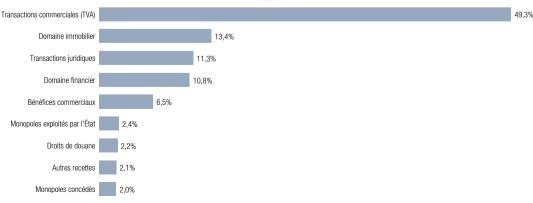
Évolution de la répartition des recettes de l'État



- Transactions commerciales : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Domaine immobilier: l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics;
- Transactions juridiques: les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances;
- Domaine financier : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires ;
- Bénéfices commerciaux : l'impôt sur les bénéfices ;
- Monopoles exploités: les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes:
- Droits de douane : les droits de douane ;
- Autres recettes: les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation;
- Monopoles concédés : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco.

Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

Répartition des recettes de l'État en 2021



Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

3.2. Finances publiques

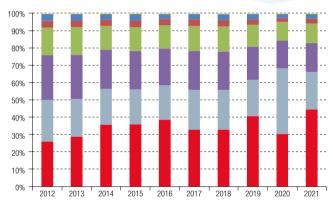
3.2.3. Dépenses de l'État

Évolution des dépenses de l'État

	2017	2018	2019	2020	2021
Équipement et investissements	390,1	411,4	618,7	547,3	783,1
Interventions publiques	272,9	287,7	317,5	685,9	380,0
Moyens de services	267,4	275,7	290,1	284,4	293,0
Dépenses communes	169,6	181,3	191,4	194,7	200,1
Dépenses de Souveraineté	45,7	47,3	48,3	41,6	49,6
Services publics	36,6	42,4	45,7	44,0	47,4
Assemblée et Corps constitués	6,8	7,8	8,2	8,3	8,5
Total	1 189,0	1 253,7	1 519,9	1 806,2	1 761,7

Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE Unité : million d'euros

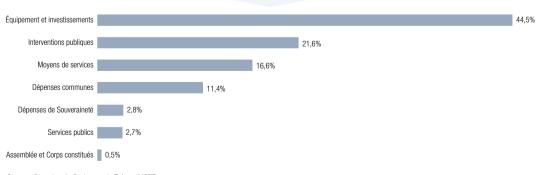
Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

- Budgets d'équipement et d'investissements : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif...;
- Interventions publiques: aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations;
- Moyens de services : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;
- Dépenses communes: dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs...;
- Dépenses de Souveraineté: dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ; Assemblée et Corps constitués : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes,
- Services publics: dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics...;
- Assemblée et Corps constitués : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes,

Répartition des dépenses de l'État en 2021



Source : Direction du Budget et du Trésor, IMSEE

3.2. Finances publiques

3.2.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier. En outre, en vertu de l'Ordonnance Souveraine n° 7.824 du 29/11/2019, il comprend notamment un canton dédié à la couverture des engagements de retraite des fonctionnaires.

Les produits sont constitués, d'après la Constitution et l'Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion financière, des ventes de biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporées au FRC les plus- values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d'après la Constitution et l'Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

À fin décembre 2021, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel s'élève à environ 6,4 Mds€. Il comporte :

- une réserve d'or de l'ordre de 295 M€ :
- une partie « disponible » (liquide) de 2,5 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires;
- une partie « illiquide » de 3,6 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,9 Mds€). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en forte augmentation sur l'exercice (+ 10,1 %) en raison des acquisitions, ventes et opérations réalisées.

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers.

La partie « illiquide » comporte également les participations de l'État dans des sociétés, notamment une partie des actions de la S.B.M. (64,2 % du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'État, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 1,2 Mds€. La participation de l'État dans Monaco Télécom (50 %) relève en revanche de la comptabilité du Budget.

- Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.

Évolution de la répartition de l'actif du fonds



Source : Direction du Budaet et du Trésor. IMSEE Unité : million d'euros

3.2.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

Évolution de l'APD de Monaco

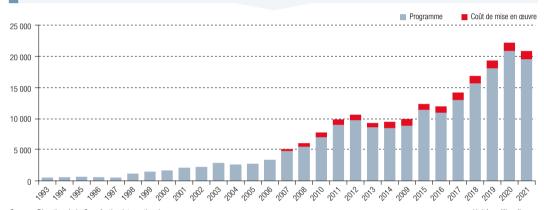
	2017	2018	2019	2020	2021
Programme	13 000	15 671	18 023	20 863	19 520
Coût de mise en œuvre	1 149	1 153	1 294	1 293	1 318
Total	14 149	16 823	19 317	22 156	20 838

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année. Les coûts de mise en œuvre correspondent aux frais de structure, aux frais de missions et aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale.

Évolution de l'APD de Monaco



Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

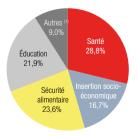
Évolution de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	3 745	4 015	4 442	5 262	3 975
Insertion socio-économique	2 019	2 702	2 714	2 739	2 304
Sécurité alimentaire	n.d	1 231	2 612	4 076	3 255
Éducation	2 257	2 182	2 577	2 989	3 027
Autres (1)	1 534	1 314	2 222	1 688	1 240
Total	9 554	11 444	14 567	16 755	13 801

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

Répartition de l'APD par domaine d'intervention prioritaire en 2021



Source : Direction de la Coopération Internationale

(1) inclut la sécurité alimentaire avant 2018

Lutte contre les pandémies et les maladies négligées Amélioration de la santé maternelle et infantile Soutien aux systèmes de santé nationaux et accès aux soins médicaux

■ ÉDUCATION

Accès à l'éducation et l'alphabétisation Soutien à la formation professionnelle

INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Assistance et insertion sociale des populations vulnérables Entrepreunariat social / développement économique local (personnes en situation de handicap)

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nutrition

Production alimentaire et filières agricoles

AUTRES DOMAINES

Protection civile Aide d'urgence

Sensibilisation

3.2. Finances publiques

3.2.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

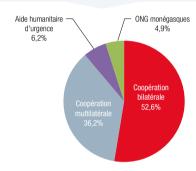
Évolution de l'APD selon le canal d'intervention

	2017	2018	2019	2020	2021
Coopération bilatérale	7 090	8 538	10 167	9 780	10 269
Coopération multilatérale	4 235	5 457	6 152	6 888	7 074
Aide humanitaire d'urgence	960	870	810	3 310	1 215
ONG monégasques	715	805	894	885	962
Total hors coûts de mise en œuvre	13 000	15 671	18 023	20 863	19 520

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

Répartition de l'APD par canal d'intervention en 2021



Source : Direction de la Coopération Internationale

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

- Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.
- Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), etc.
- Aide humanitaire d'urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.
- Partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement de compétences pour les ONG de Monaco actives dans le domaine de la Solidarité Internationale (OSI). Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine).

Source : Direction de la Coopération Internationale

3.2. Finances publiques

3.2.6. Monopoles exploités par l'État

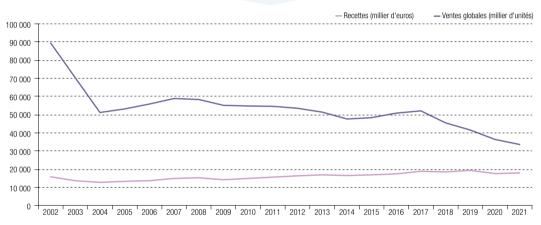
A. Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Évolution des résultats budgétaires - marché intérieur et sous douane

	2017	2018	2019	2020	2021
Ventes globales (millier d'unités)	52 013	45 536	41 599	36 400	33 579
Recettes (millier d'euros)	18 798	18 429	19 300	17 587	17 851

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Vente de tabacs selon le type en 2021 - marché intérieur

	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	24 241	72,2%	12 484	66,0%
Cigares	149	0,4%	2 585	13,7%
Cigarillos	882	2,6%	649	3,4%
Tabacs à chauffer	6 542	19,5%	2 453	13,0%
Tabacs à rouler	1 274	3,8%	614	3,2%
Tabacs à pipe	75	0,2%	31	0,2%
Tabacs à narguilé	416	1,2%	105	0,6%
Total	33 579	100%	18 920	100%

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Unité : millier

Note de lecture: En 2021, 24 241 milles cigarettes (soit 24,2 millions) ont été vendues pour un montant de 12 484 milliers d'euros (soit 12,5 millions).

3.2. Finances publiques

3.2.6. Monopoles exploités par l'État

B. Office des Émissions de Timbres-Poste

Évolution des résultats budgétaires

1 000 000

Comparatif des recettes budgétaires 2017 2018 2019 2020 2021 Ventes de timbres 2 175 158 2 101 149 2 109 727 1 827 251 1 871 242 Valeur émission (1) 72.5 83.6 91.9 100.9 Recettes budgétaires 2 627 181 2 496 883 2 513 637 2 100 760 2 144 695 Source : Office des Émissions de Timbres-Poste Unité : millier

- Recettes budgétaires — Ventes de timbres
6 000 000
5 000 000
4 000 000
2 000 000

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : millier

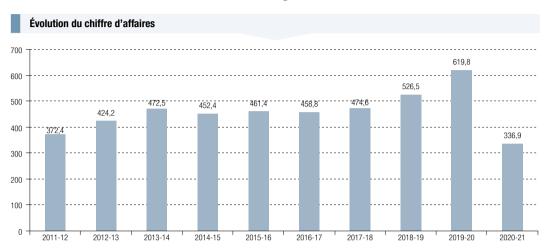
⁽¹⁾ Chaque année de nouveaux timbres sont émis avec des valeurs faciales qui peuvent être différentes. La « valeur de l'émission » correspond à la somme des valeurs faciales de ces timbres.

<u>ÉCONOMIE</u>

3.2. Finances publiques

3.2.7. Monopoles concédés par l'État

A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers



Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Unité : million d'euros

Total jeux 2020-21: 124,3 millions d'euros

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation en 2020-21 : 43,2 millions d'euros

Évolution de l'effectif au 31 mars 2021					
	2017	2018	2019	2020	2021
Cadres	688	707	733	771	752
Agents de maîtrise & employés	3 460	3 506	3 616	3 822	2 912
Total	4 148	4 213	4 349	4 593	3 664

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

B. Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 1.3. Énergie pour la Société Monégasque d'Assainissement, la Société Monégasque des eaux et la Société Monégasque de l'Électricité et du Gaz, 4.1. Transports et mobilité pour la Compagnie des Autobus de Monaco et 5.8. Poste et télécommunications pour la Poste et Monaco Telecom.

3.3. Emploi salarié

Les données relatives aux salariés proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 3.3.1. porte sur les effectifs de la Fonction publique et la partie 3.3.2. sur l'emploi du secteur privé (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids et les emplois.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 10 au 31 décembre 2021), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

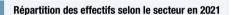
Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2021.

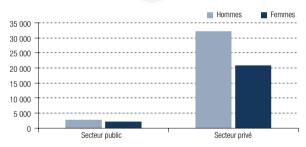
Évolution des effectifs selon le secteur

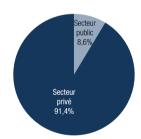
	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur public	4 610	4 702	4 776	4 911	5 008
Secteur privé	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079
dont établissements publics	2 551	2 665	2 736	2 745	2 797
Total	54 303	56 303	57 867	55 919	58 087

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe en 2021

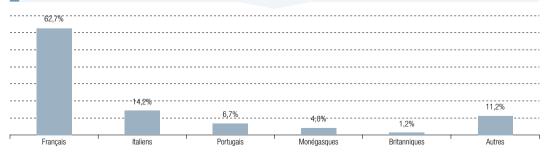






Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés des secteurs public et privé selon la nationalité en 2021



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITIONS:

Salarié poids: Il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs.

Emploi: Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

<u>ÉCONOMIE</u>

3.3. Emploi salarié

3.3.1. Secteur public

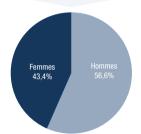
Caractéristiques des effectifs

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Hommes	2 642	2 700	2 743	2 795	2 834	1,4%
Femmes	1 968	2 002	2 033	2 116	2 174	2,7%
Total	4 610	4 702	4 776	4 911	5 008	2,0%

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Répartition des salariés selon le sexe en 2021



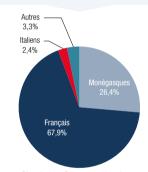
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Monégasques	1 348	1 329	1 332	1 337	1 321	-1,2%
Français	3 019	3 124	3 190	3 305	3 402	2,9%
Italiens	111	114	110	117	121	3,4%
Autres	132	135	144	152	164	7,9%
Total	4 610	4 702	4 776	4 911	5 008	2,0%

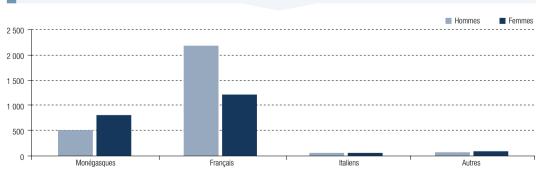
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Répartition des salariés selon la nationalité en 2021



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité en 2021



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3.3.1. Secteur public

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le lieu de résidence

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Monaco	2 268	2 279	2 274	2 299	2 297	-0,1%
France, dont :	2 328	2 409	2 491	2 599	2 698	3,8%
Communes limitrophes (1)	1 039	1 089	1 120	1 144	1 167	2,0%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 273	1 309	1 361	1 442	1 521	5,5%
Hors Alpes-Maritimes	16	11	10	13	10	-23,1%
Autres	14	14	11	13	13	0,0%
Total	4 610	4 702	4 776	4 911	5 008	2,0%

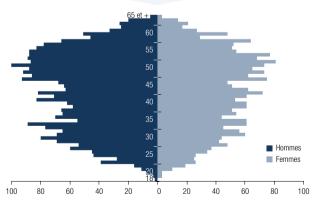
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Nombre de salariés selon la commune de résidence en 2021

	2021
Monaco	2 297
Nice	572
Roquebrune-Cap-Martin	368
Beausoleil	359
Menton	358
Cap d'Ail	331
La Turbie	109
Èze	56
Cagnes-sur-mer	39
La Trinité	39

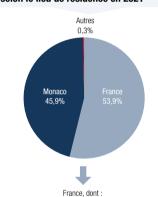
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

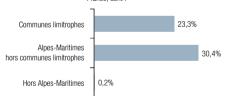
Pyramide des âges de la Fonction publique en 2021



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2021





Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Âge moyen et âge médian des salariés selon le sexe en 2021

	Âge moyen	Âge médian
Hommes	43,5	44,0
Femmes	43,5	44,0
Ensemble	43,5	44,0

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

(1) Communes limitrophes: Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

Âge moyen: moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

Âge médian : âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

3.3. Emploi salarié

3.3.1. Secteur public

10 fonctionnaires sont nommés au sein des établissements publics en 2021. Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

Effectifs selon le rattachement administratif

Évolution des effectifs selon le rattachement administratif 2017 2018 2019 2020 2021 Administration Gouvernementale 3 507 3 594 3 628 1 910 1 947 1 955 2 002 Département de l'Intérieur Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme 731 756 743 Département des Affaires Sociales et de la Santé 241 256 258 307 242 295 299 Ministère d'État 273 Département des Finances et de l'Économie 296 299 299 Département des Relations Extérieures et de la Coopération 85 88 90 94 Commune 684 686 712 197 Palais Princier 191 198 196 146 148 155 Direction des Services Judiciaires 144 Commissions, Assemblées et Corps constitués 62 63 65 66 61 10 10 14 15 14 **Fondations** Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics 9 10

4610

4702

4 776

4 911

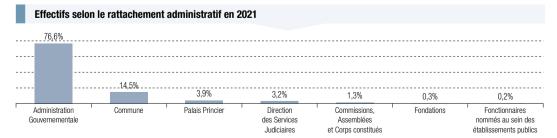
5 008

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Effectifs selon le rattachement administratif, le sexe et la nationalité en 2021

	Hommes	Femmes	Monégasques	Non Monégasques	Total
Administration Gouvernementale	2 260	1 578	1 038	2 800	3 838
Département de l'Intérieur	1 267	771	421	1 617	2 038
Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme	616	127	120	623	743
Département des Affaires Sociales et de la Santé	88	259	104	243	347
Ministère d'État	149	167	156	160	316
Département des Finances et de l'Économie	107	195	164	138	302
Département des Relations Extérieures et de la Coopération	33	59	73	19	92
Commune	329	397	174	552	726
Palais Princier	131	64	23	172	195
Direction des Services Judiciaires	71	88	28	131	159
Commissions, Assemblées et Corps constitués	31	35	43	23	66
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics et Fondations	12	12	15	9	24
Total	2 834	2 174	1 321	3 687	5 008

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

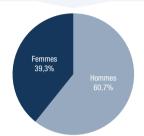
Caractéristiques des salariés

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Hommes	29 753	30 945		30 981	32 221	4,0%
Femmes	19 940	20 655	21 221	20 026	20 858	4,2%
Total	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079	4,1%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon le sexe en 2021



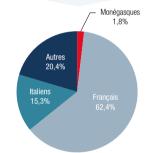
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Monégasques	1 019	1 000	1 006	975	977	0,3%
Français	31 595	32 492	33 335	31 844	33 028	3,7%
Italiens	7 294	7 705	8 121	7 907	8 117	2,6%
Autres	9 562	10 178	10 531	10 199	10 800	5,9%
Non renseigné	224	226	98	83	157	89,2%
Total	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079	4,1%

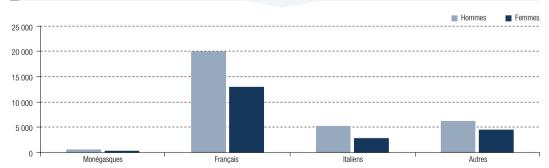
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon la nationalité en 2021



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité en 2021



3.3. Emploi salarié

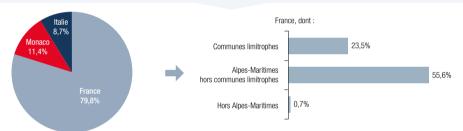
3.3.2. Secteur privé

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le lieu de résidence

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Monaco	6 538	6 448	6 369	5 956	5 992	0,6%
France, dont:	38 417	39 885	41 344	39 963	41 803	4,6%
Communes limitrophes (1)	12 486	12 583	12 674	12 218	12 323	0,9%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	25 620	26 986	28 321	27 414	29 128	6,3%
Hors Alpes-Maritimes	311	316	349	331	353	6,6%
Italie	3 966	4 222	4 481	4 447	4 563	2,6%
Autres	8	8	19	14	9	-35,7%
Non renseignés	764	1 038	878	627	712	13,6%
Total	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079	4,1%

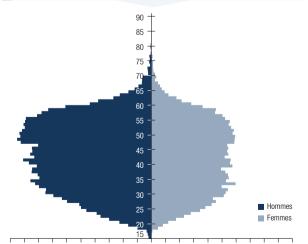
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2021



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2021



 $1000\,900\,800\,700\,600\,500\,400\,300\,200\,100\quad 0\quad 100\,200\,300\,400\,500\,600\,700\,800\,900\,1000$

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

(1) Communes limitrophes: Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

Âge moyen des salariés selon le sexe en 2021

	2021
Hommes	42,7
Femmes	42,2
Ensemble	42,5

3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

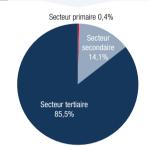
Salariés par secteur

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

Secteurs économiques	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Secteur primaire	124	120	134	140	190	35,4%
Secteur secondaire	6 936	7 049	7 193	7 401	7 494	1,3%
Secteur tertiaire	42 633	44 431	45 764	43 467	45 396	4,4%
Total	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079	4,1%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon le secteur économique en 2021



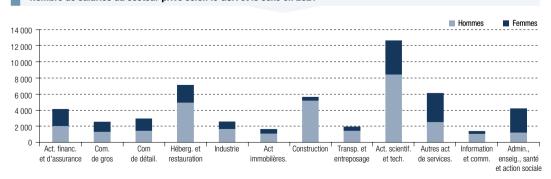
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le GSA

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Activités financières et d'assurance	3 845	3 880	3 983	4 016	4 134	2,9%
Commerce de gros	2 573	2 616	2 586	2 550	2 552	0,1%
Commerce de détail	2 769	2 887	2 946	2 816	2 960	5,1%
Hébergement et restauration	7 703	7 791	8 166	7 215	7 148	-0,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	2 645	2 603	2 623	2 558	2 579	0,8%
Activités immobilières	1 611	1 617	1 640	1 637	1 653	1,0%
Construction	4 888	5 063	5 211	5 518	5 662	2,6%
Transport et entreposage	1 984	2 027	2 098	1 889	1 962	3,9%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10 688	11 754	12 193	11 772	12 672	7,6%
Autres activités de services	5 851	5 969	6 079	5 532	6 142	11,0%
Information et communication	1 195	1 304	1 384	1 343	1 401	4,3%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 941	4 091	4 184	4 160	4 214	1,3%
Total	49 693	51 601	53 091	51 008	53 079	4,1%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés du secteur privé selon le GSA et le sexe en 2021



3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

Employeurs

Répartition du nombre d'employeurs selon le GSA et la tranche de salariés en 2021

	Moins de 5	5 à 9	10 à 49	50 à 199	200 et +	Total
Activités financières et d'assurance	140	48	41	16	4	249
Commerce de gros	266	77	57	5		405
Commerce de détail	300	101	62	2	1	466
Hébergement et restauration	59	56	53	9	5	182
Industries manufacturières, extractives et autres	50	22	32	10	2	116
Activités immobilières	330	74	39			443
Construction	130	90	111	20	1	352
Transport et entreposage	51	26	37	9		123
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	434	124	126	34	16	734
Autres activités de services	2 882	90	35	11	3	3 021
dont employeurs des gens de maison	2 431	26	2			2 459
Information et communication	77	24	25	2	2	130
Administration, enseignement, santé et action sociale	54	13	10	7	3	87
Total	4 773	745	628	125	37	6 308
Total hors employeurs de gens de maison	2 342	719	<i>626</i>	125	37	3 849

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2021

Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2021 (hors employeurs de gens de maison)



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3.3. Emploi salarié

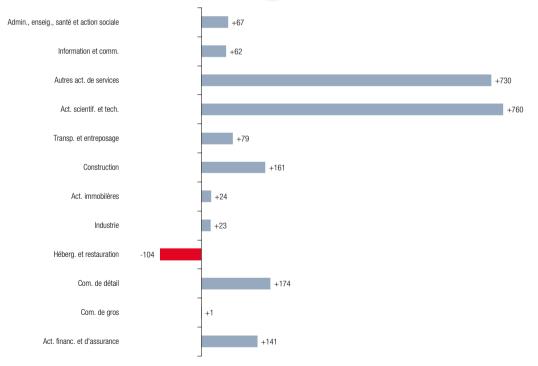
3.3.2. Secteur privé

Emplois par grand secteur d'activité (GSA)

Évolution du nombre d'emplois selon le GSA 2017 2018 2019 2020 (1) 2021 (1) **Poids** Activités financières et d'assurance 3 898 3 942 4 032 4 060 4 201 7.4% 2 671 2 606 2 623 2 657 2 605 Commerce de gros 4,6% Commerce de détail 2 8 4 5 2 967 3 024 2 884 5,4% Hébergement et restauration 7 938 8 044 8 400 7 481 12.9% Industries manufacturières, extractives et autres 2 668 2618 2 649 2 579 4.6% 1 755 1 738 Activités immobilières 1 722 1723 1 762 3.1% Construction 5 350 5 475 5 108 5 797 5 958 10,5% Transport et entreposage 2 025 2 0 6 0 2 1 3 6 1 921 3,5% Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien 12 231 13 385 13 818 13 641 14 401 25.3% Autres activités de services 7 015 7 172 7 266 6 593 12.8% Information et communication 1 215 1 323 1 402 1 358 1 420 2.5% Administration, enseignement, santé et action sociale 4 015 4 172 4 257 4 224 4 291 7,5% 53 303 55 427 56 871 55 321 56 999 100% Total

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Solde 2020 (1) - 2021 (1) de créations / destructions d'emplois selon le GSA



⁽¹⁾ Nombre total d'emplois, y compris ceux placés en Chômage Total Temporaire Renforcé (CTTR), qu'il s'agisse d'une réduction d'activité partielle ou totale.

3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

Heures travaillées

Outre le nombre de salariés et le nombre d'emplois, l'analyse du volume d'heures travaillées constitue un indicateur conjoncturel pertinent dans l'étude de l'emploi du secteur privé.

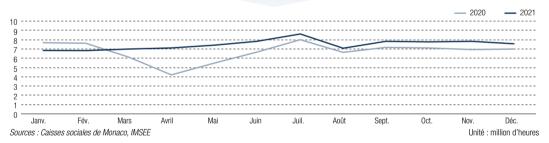
Évolution mensuelle du nombre d'heures travaillées dans le secteur privé

	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Janv.	7,55	7,68	6,84	-10,9%
Fév.	7,44	7,62	6,82	-10,5%
Mars	7,59	6,12	6,97	13,9%
Avril	7,79	4,20	7,09	68,7%
Mai	8,00	5,47	7,41	35,5%
Juin	8,14	6,65	7,81	17,3%
Juil.	8,87	7,99	8,61	7,7%
Août	7,32	6,64	7,08	6,6%
Sept.	7,95	7,17	7,82	9,1%
Oct.	8,03	7,12	7,77	9,2%
Nov.	7,84	6,92	7,82	13,0%
Déc.	7,62	6,99	7,54	7,9%
Total	94,1	80,6	89,6	11,2%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Unité : million d'heures

Évolution mensuelle du nombre d'heures travaillées dans le secteur privé



Évolution du nombre cumulé d'heures travaillées selon le GSA

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
Activités financières et d'assurance	7,4	7,5	7,6	7,6	7,79	2,4%
Commerce de gros	4,8	4,9	4,9	4,3	4,66	8,1%
Commerce de détail	5,1	5,2	5,4	4,6	5,19	11,6%
Hébergement et restauration	11,1	14,5	14,8	9,0	10,56	17,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	5,1	4,9	4,9	4,3	4,71	10,2%
Activités immobilières	3,1	3,1	3,2	3,0	3,19	4,8%
Construction	9,2	9,7	10,1	9,4	10,76	14,5%
Transport et entreposage	3,8	3,8	4,0	3,3	3,54	7,2%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	17,2	19,1	20,5	17,7	20,43	15,6%
Autres activités de services	11,7	8,9	9,2	7,9	8,94	12,8%
Information et communication	2,2	2,3	2,5	2,4	2,59	9,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	6,9	7,0	7,1	7,0	7,23	2,8%
Total	87,7	91,0	94,1	80,6	89,6	11,2%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Unité : million d'heures

3.3. Emploi salarié

3.3.3. Télétravail

Après plusieurs années de négociation avec les autorités françaises, la Principauté de Monaco s'est dotée du cadre juridique permettant la mise en place du télétravail en créant un dispositif clair, encadré, et protecteur tant pour les salariés que pour les employeurs de la Principauté du secteur privé.

La mise en œuvre du télétravail engendre la modification du permis de travail pour le salarié concerné, qui doit être domicilié à Monaco ou en France (Loi 1.429 du 4 juillet 2016 relative au télétravail). Les statistiques relatives au télétravail ont été mises en place à partir de mars 2017.

Parallèlement au télétravail, un dispositif de travail à distance a été déployé dès mars 2020 dans le cadre de la crise sanitaire et des mesures d'urgence liées à la pandémie de la Covid-19.

Ce dispositif temporaire a été autorisé de façon exceptionnelle par une décision du Ministre d'État (Journal de Monaco du 13 mars 2020).

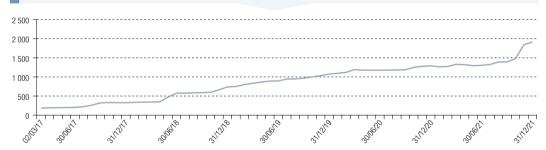
La mise en œuvre du télétravail engendre la modification du permis de travail pour le salarié concerné, qui doit être domicilié à Monaco ou en France (Loi 1.429 du 4 juillet 2016 relative au télétravail). Les statistiques relatives au télétravail ont été mises en place à partir de mars 2017.

Évolution du nombre d'employeurs et de salariés utilisant le télétravail dans le secteur privé

	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-21
Nombre d'employeurs pouvant utiliser le télétravail (dispositifs validés)	63	94	142	200	40,8%
Nombre d'employeurs utilisant le télétravail	50	67	77	114	48,1%
Nombre de salariés télétravailleurs	738	1 075	1 290	1 911	48,1%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

Évolution du nombre de salariés télétravailleurs



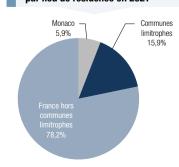
Sources : Direction du Travail, IMSEE

Évolution du nombre de télétravailleurs selon le lieu de résidence

	2018	2019	2020	2021	Variation 2020-21
Monaco	32	43	47	113	140,4%
Communes limitrophes	88	130	164	303	84,8%
France hors communes limitrophes	618	902	1 079	1 495	38,6%
Total	738	1 075	1 290	1 911	48.1%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

Répartition des télétravailleurs par lieu de résidence en 2021



Sources : Direction du Travail, IMSEE

3.3.4. Travail intérimaire

Sont considérées comme travailleurs temporaires toutes les personnes ayant un numéro d'immatriculation aux Caisses Sociales de Monaco et ayant travaillé au moins une heure sous statut intérimaire au cours de l'année considérée, toutes durées de missions confondues. Les données présentées ont été collectées par l'IMSEE auprès de 14 (sur 15) agences de travail temporaire de la Principauté et concernent l'année 2020 dans son intégralité (données 2021 non disponibles à ce jour).

Caractéristiques des intérimaires

Nombre d'intérimaires selon le sexe

	2020
Hommes	7 385
Femmes	1 983
Total	9 368

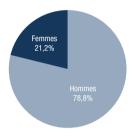
Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

Nombre d'intérimaires selon la nationalité

	2020
Monégasques	52
Français	4 688
Italiens	1 528
Autres	3 100
Total	9 368

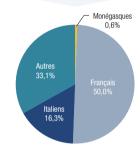
Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

Répartition des intérimaires selon le sexe en 2020



Sources : Agences de travail temporaire,

Répartition des intérimaires selon la nationalité en 2020



Sources : Agences de travail temporaire. IMSEE

Nombre d'intérimaires selon le lieu de résidence

	2020
Monaco	296
France, dont :	7 832
Communes limitrophes (1)	1 762
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	5 951
Hors Alpes-Maritimes	119
Italie	1 240
Total	9 368

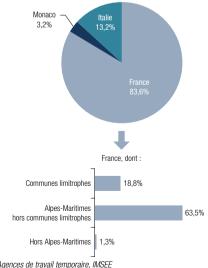
Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

Âge moyen des intérimaires selon le sexe

	2020
Hommes	39,1
Femmes	36,6
Total	38,6

Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

Répartition des intérimaires selon le lieu de résidence en 2020



Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

(1) La Turbie, Cap d'Ail, Roquebrune Cap Martin et Beausoleil,

DÉFINITION:

Intérimaire : Personne ayant un numéro d'immatriculation aux Caisses Sociales de Monaco et ayant effectué un nombre d'heure non nul sous ce statut.

3.3.4. Travail intérimaire

Missions d'intérim

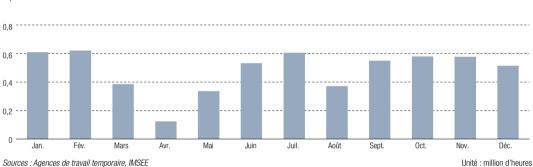
Indicateurs d'activité de l'intérim

Nombre d'intérimaires Nombre de missions Nombre d'heures travaillées Nombre moyen d'heures travaillées par intérimaire Nombre moyen de missions par intérimaire

Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

2020 9 368 5 821 050

Saisonnalité des heures travaillées en intérim en 2020



Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

Répartition des missions selon le GSA de l'entreprise utilisatrice en 2020 40% 30% 20% 10% Construction Com Act. scientif. Admin., Transp. et Act. finan. Information Héberg. et de détail et tech. enseign., entreposage de gros immobilières restauration de services et et comm. santé et d'assurance action sociale

Sources : Agences de travail temporaire, IMSEE

DÉFINITIONS:

Intérimaire : Personne ayant un numéro d'immatriculation aux Caisses Sociales de Monaco et ayant effectué un nombre d'heure non nul sous ce statut. Missions: Sont comptabilisées toutes les missions effectuées par les intérimaires en 2020, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

Entreprise utilisatrice : Entreprise à laquelle est affecté l'intérimaire par l'agence de travail temporaire.

3.4. Travailleurs indépendants

Sont considérées comme travailleurs indépendants toutes les personnes physiques autorisées à exercer à Monaco une activité professionnelle non salariée (artisanale, industrielle, commerciale, libérale), à l'exception des administrateurs non salariés de Sociétés Anonymes Monégasques. Un travailleur indépendant peut avoir plusieurs activités. De même, une activité peut être tenue par plusieurs travailleurs indépendants. Les données sont arrêtées au 31 décembre de l'année considérée.

3.4.1. Caractéristiques des travailleurs indépendants

Évolution du nombre de travailleurs indépendants selon le sexe

	2018	2019	2020	2021	Évolution 2020-21
Hommes	3 518	3 682	3 810	3 966	4,1%
Femmes	1 364	1 444	1 487	1 578	6,1%
Total	4 882	5 126	5 297	5 544	4.7%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de travailleurs indépendants selon la nationalité

	2018	2019	2020	2021	Évolution 2020-21
Monégasques	719	717	739	754	2,0%
Français	1 421	1 498	1 540	1 648	7,0%
Italiens	1 223	1 285	1 318	1 352	2,6%
Autres (1)	1 519	1 626	1 700	1 790	5,3%
Total	4 882	5 126	5 297	5 544	4.7%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de travailleurs indépendants selon le sexe et la nationalité en 2021



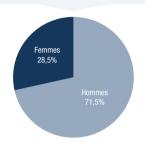
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution de l'âge moyen des travailleurs indépendants selon le sexe

	2018	2019	2020	2021
Hommes	51,3	51,3	51,4	51,5
Femmes	48,8	48,5	48,6	48,7
Total	50.6	50.5	50.7	50.7

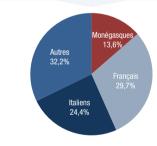
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des indépendants selon le sexe en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des indépendants selon la nationalité en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITION:

Travailleur indépendant : Personne physique autorisée à exercer à Monaco une activité professionnelle non salariée (artisanale, industrielle, commerciale, libérale).

⁽¹⁾ Dont non renseignés

3.4. Travailleurs indépendants

3.4.2. Activités des travailleurs indépendants

Évolution du nombre d'activités ouvertes par des travailleurs indépendants

	2018	2019	2020	2021	Évol. 2020-21
Activités	5 274	5 526	5 723	5 990	4,7%
Travailleurs indépendants		5 126	5 297		4,7%
Ratio	1.08	1.08	1.08	1.08	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

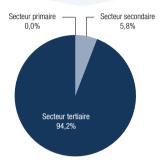
À la fin de l'année 2021, 5 544 travailleurs indépendants occupent 5 990 activités. En moyenne, à cette période, un indépendant tient 1,08 activité.

Évolution du nombre d'activités des indépendants selon le secteur économique

	2018	2019	2020	2021	Évol. 2020-21
Secteur primaire	2	2	2	2	0,0%
Secteur secondaire	329	332	340	348	2,4%
Secteur tertiaire	4 943	5 192	5 381	5 640	4,8%
Total	5 274	5 526	5 723	5 990	4,7%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des activités des indépendants selon le secteur économique en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre d'activités des indépendants selon le GSA

	2018	2019	2020	2021	Évol. 2020-21
Activités financières et d'assurance	80	84	84	83	-1,2%
Commerce de gros	856	893	901	928	3,0%
Commerce de détail	527	520	517	552	6,8%
Hébergement et restauration	190	182	185	189	2,2%
Industries manufacturières, extractives et autres	69	76	77	80	3,9%
Activités immobilières	375	437	448	446	-0,4%
Construction	269	266	272	277	1,8%
Transport et entreposage	176	183	197	198	0,5%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 641	1 719	1 807	1 956	8,2%
Autres activités de services	437	466	504	509	1,0%
Information et communication	243	265	274	290	5,8%
Administration, enseignement, santé et action sociale	411	435	457	482	5,5%
Total	5 274	5 526	5 723	5 990	4,7%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

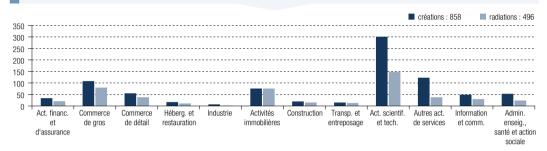
Nombre d'activités des travailleurs indépendants selon le GSA et le sexe en 2021 Hommes Femmes 2 500 2 000 1 500 1 000 500 Act. financ. Com. Héberg. et Construction Transp. et et d'assurance de gros de détail restauration immobilères. entreposage et tech. de services. et comm. enseig., santé et action sociale

3.5. Agents économiques

3.5.1. Créations et radiations d'activité par Grand Secteur d'Activité (GSA)

Le Répertoire du NIS de la Principauté, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques et leurs établissements, notamment à des fins statistiques.

Créations et radiations d'activité selon le GSA en 2021



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Unité : nombre d'établissements

Les créations et radiations concernent toutes les formes juridiques du Répertoire NIS à l'exception des Sociétés civiles.

3.5.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

Évolution du nombre d'agents économiques en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2017	2018	2019	2020	2021
Société à Responsabilité Limitée	2 391	2 563	2 782	2 956	3 152
Personne Physique	1 930	2 002	2 069	2 109	2 157
Société Anonyme Monégasque	1 282	1 280	1 291	1 299	1 307
Société Étrangère	132	134	139	136	141
Société en Commandite Simple ou par Actions	112	99	98	90	88
Société en Nom Collectif	17	15	15	14	14
Total	5 864	6 093	6 394	6 604	6 859

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Évolution du nombre d'établissements en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2017	2018	2019	2020	2021
Société à Responsabilité Limitée	2 465	2 650	2 878	3 054	3 251
Personne Physique	2 267	2 332	2 405	2 426	2 458
Société Anonyme Monégasque	1 420	1 416	1 432	1 441	1 445
Société Étrangère	158	160	165	161	164
Société en Commandite Simple ou par Actions	117	102	101	94	92
Société en Nom Collectif	18	16	16	15	15
Total	6 445	6 676	6 997	7 191	7 425

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

DÉFINITIONS:

Agent économique: Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCl. Un agent économique peut avoir plusieurs établissements. Établissement: Un établissement correspond à un Numéro d'Identification Statistique. Il est rattaché à un agent économique.

NIS: Numéro d'Identification Statistique.

3.5. Agents économiques

3.5.3. Gouvernance d'entreprises

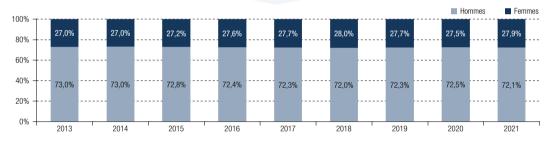
Les données prennent en compte le nombre de personnes (1) en activité au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des agents économiques, inscrites au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) à l'exception de la forme juridique « Société étrangère », au 31 décembre de chaque année considérée.

Évolution du nombre de personnes (1) selon la forme juridique et représentation hommes/femmes selon la forme juridique en 2021

	2017	2018	2019	2020	2021	Hommes	Femmes	Total
Personne Physique	1 953	2 041	2 076	2 146	2 204	67,8%	32,2%	100%
Société à Responsabilité Limitée	5 152	5 510	5 917	6 340	6 826	70,9%	29,1%	100%
Société Anonyme	3 048	3 095	3 194	3 385	3 511	77,7%	22,3%	100%
Société Anonyme à Objet Civil	224	232	238	242	273	68,9%	31,1%	100%
Société en Commandite Simple ou par Actions	199	191	175	158	149	65,8%	34,2%	100%
Société en Nom Collectif	26	29	29	23	20	65,0%	35,0%	100%
Total	10 602	11 098	11 629	12 294	12 983	72,1%	27,9%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Évolution de la représentation hommes/femmes



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de personnes (1) selon le GSA et représentation hommes/femmes selon le GSA en 2021

	2017	2018	2019	2020	2021	Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	680	738	788	839	897	81,3%	18,7%	100%
Commerce de gros	2 054	2 093	2 162	2 220	2 342	73,3%	26,7%	100%
Commerce de détail	1 028	1 050	1 051	1 104	1 188	61,5%	38,5%	100%
Hébergement et restauration	401	400	402	407	425	71,8%	28,2%	100%
Industries manufacturières, extractives et autres	364	363	379	396	393	75,8%	24,2%	100%
Activités immobilières	779	850	968	1 015	1 014	65,8%	34,2%	100%
Construction	838	862	877	932	973	79,9%	20,1%	100%
Transport et entreposage	362	357	376	404	429	78,8%	21,2%	100%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 704	2 912	3 086	3 353	3 610	71,7%	28,3%	100%
Autres activités de services	650	694	719	775	795	64,3%	35,7%	100%
Information et communication	627	651	681	703	746	80,2%	19,8%	100%
Administration, enseignement, santé et action sociale	115	128	140	146	171	60,2%	39,8%	100%
Total	10 602	11 098	11 629	12 294	12 983	72,1 %	27,9%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

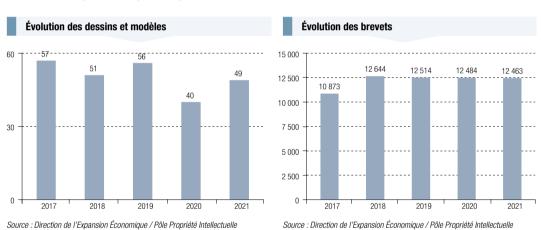
⁽¹⁾ Une même personne peut être présente dans les Conseils d'administration ou organes de décision de différentes entreprises, et ainsi être comptée plusieurs fois dans les statistiques (autant que d'entités dans lesquelles elle siège). En revanche, une personne occupant plusieurs fonctions au sein d'une même société ne sera comptabilisée qu'une fois.

3.6. Propriété intellectuelle

Dossiers gérés par le Pôle Propriété Intellectuelle par domaine

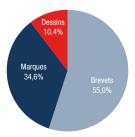


Source : Direction de l'Expansion Économique / Pôle Propriété Intellectuelle



Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

Dossiers en vigueur par domaine

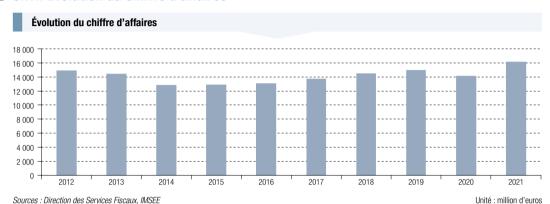


Source : Direction de l'Expansion Économique / Pôle Propriété Intellectuelle

3.7. Chiffre d'affaires

Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des Activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

3.7.1. Évolution du chiffre d'affaires



3.7.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)

Évolution du chiffre d'affaires selon le GSA 2020 2021 Variation Activités financières et d'assurance 1 802.3 -3.5% Commerce de gros 4 244,9 5 213,7 22,8% Commerce de détail 1 536.5 1 932.7 25.8% Hébergement et restauration 423.1 36,8% Industries manufacturières, extractives et autres 698.2 16.0% Activités immobilières 1 031.3 -31.6% Construction 2 039.0 2 146.7 5.3% Transport et entreposage 454 1 29,6% Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien 4,6% Autres activités de services 519.5 45.0% Information et communication 587.2 17.0% Administration, enseignement, santé et action sociale 89,6 100.1 11,7% Total 14 146,8 16 154,3 14,2%

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE
Unité: million d'euros

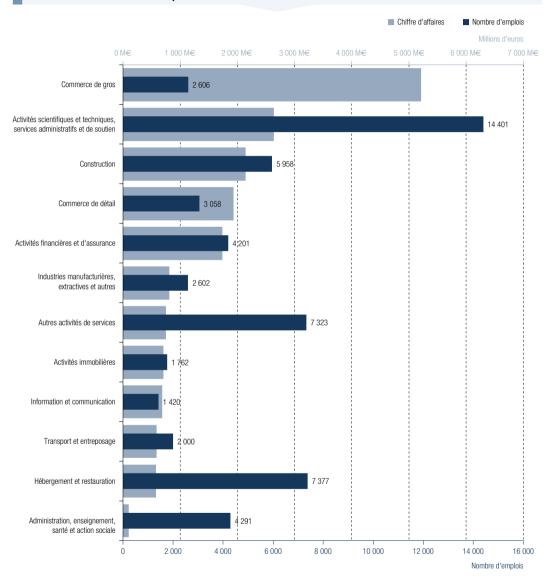


Sources : Direction des Services Fiscaux IMSFF

3.7. Chiffre d'affaires

3.7.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA

Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA en 2021



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Unité : million d'euros

Total chiffre d'affaires hors Activités financières et d'assurance : 16 154 millions d'euros

Total Emplois: 56 999

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

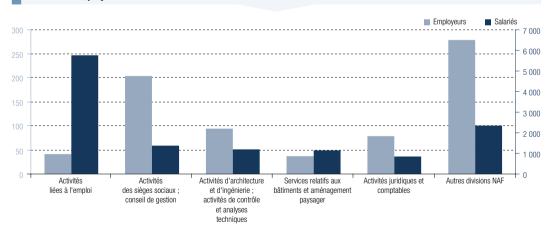
Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

Nombre d'employeurs et de salariés selon la division NAF en 2021

	Employeurs			Salariés	
	Nb	Variation 2020/21	Nb	Variation 2020/21	Poids
Activités liées à l'emploi	41	7,9%	5 760	10,3%	45,5%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	204	6,3%	1 371	3,2%	10,8%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	94	2,2%	1 198	-2,7%	9,5%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	37	8,8%	1 148	2,7%	9,1%
Activités juridiques et comptables	79	0,0%	848	3,4%	6,7%
Autres divisions NAF	279	3,7%	2 346	14,5%	18,5%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	734	4,3%	12 672	7,6%	100%
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco IMSEE

Nombre d'employeurs et de salariés selon la division NAF en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITION:

NAF: La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

<u>ÉCO</u>NOMIE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans la composition du PIB de la Principauté en 2020

	PIB 2020	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Part du secteur dans le PIB 2020
Rémunérations des salariés	2 925,3	527,0	18,0%
Excédent brut d'exploitation	2 751,0	450,2	16,4%
Impôts	927,5	309,8	33,4%
Subventions	-636,2	- 74,3	11,7%
PIB en millions d'euros constants	5 967,6	1 212,7	20,3%

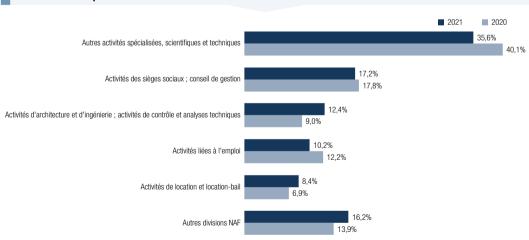
Source : IMSEE Unité : million d'euros

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

_			
	2020	2021	Variation 2020/21
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 012,9	939,1	-7,3%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	449,6	453,8	0,9%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	226,6	328,4	44,9%
Activités liées à l'emploi	308,8	268,0	-13,2%
Activités de location et location-bail	175,0	222,3	27,0%
Autres divisions NAF	350,6	427,1	21,8%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 523,5	2 638,7	4,6%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 146,8	16 154,3	14,2%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.2. Commerce de détail

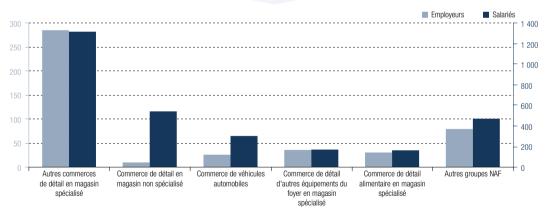
Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail.

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021

	Emplo	yeurs		Salariés	
	Nb	Variation 2020/21	Nb	Variation 2020/21	Poids
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	285	4,4%	1 313	4,8%	44,4%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	10	0,0%	541	2,3%	18,3%
Commerce de véhicules automobiles	26	0,0%	302	1,0%	10,2%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	36	16,1%	169	23,2%	5,7%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	30	0,0%	164	14,9%	5,5%
Autres groupes NAF	79	1,3%	470	3,5%	15,9%
Total Commerce de détail	466	4,0%	2 960	5,1%	100%
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITION:

NAF: La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.2. Commerce de détail

Poids du Commerce de détail dans la composition du PIB de la Principauté en 2020

	PIB 2020	Commerce de détail	Part du secteur dans le PIB 2020
Rémunérations des salariés	2 925,3	115,7	4,0%
Excédent brut d'exploitation	2 751,0	130,2	4,7%
Impôts	927,5	82,3	8,9%
Subventions	-636,2	- 33,3	5,2%
PIB en millions d'euros constants	5 967.6	294.9	4.9%

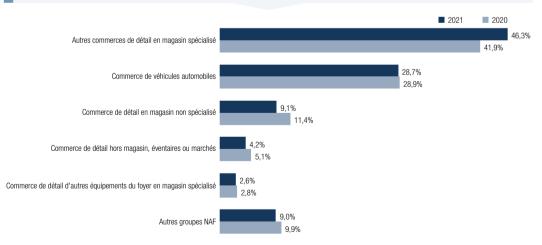
Source : IMSEE Unité : million d'euros

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2020	2021	Variation 2020/21
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	644,2	895,4	39,0%
Commerce de véhicules automobiles	444,7	555,6	24,9%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	174,6	176,7	1,2%
Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés	78,0	80,5	3,3%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	42,8	49,8	16,4%
Autres groupes NAF	152,2	174,7	14,7%
Total CA Commerce de détail	1 536,5	1 932,7	25,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 146,8	16 154,3	14,2%

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE Unité: million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.3. Commerce de gros

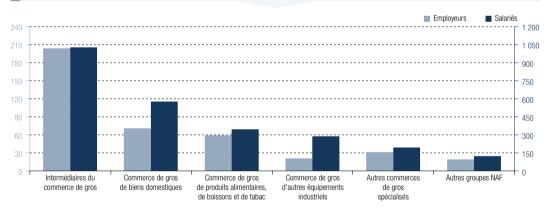
Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021

	Emplo	yeurs	_	Salariés	
	Nb	Variation 2020/21	Nb	Variation 2020/21	Poids
Intermédiaires du commerce de gros	204	6,3%	1 027	2,9%	40,2%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	71	2,9%	577	-3,9%	22,6%
Commerce de véhicules automobiles	59	1,7%	345	2,9%	13,5%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	21	-4,5%	288	-4,4%	11,3%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	31	3,3%	193	1,2%	7,6%
Autres groupes NAF	19	-9,5%	122	-1,8%	4,8%
Total Commerce de détail	405	3,3%	2 552	0,1%	100%
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITION:

NAF: La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.3. Commerce de gros

Poids du Commerce de gros dans la composition du PIB de la Principauté en 2020

	PIB 2020	Commerce de gros	Part du secteur dans le PIB 2020
Rémunérations des salariés	2 925,3	158,6	5,4%
Excédent brut d'exploitation	2 751,0	311,8	11,3%
Impôts	927,5	82,4	8,9%
Subventions	-636,2	- 37,6	5,9%
PIB en millions d'euros constants	5 967,6	515,2	8,6%

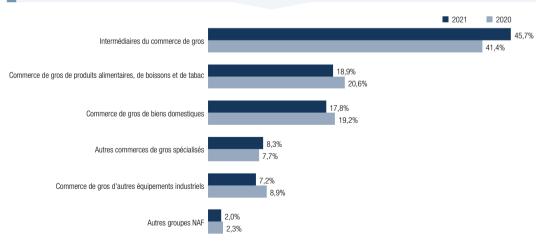
Source : IMSEE Unité : million d'euros

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2020	2021	Variation 2020/21
Intermédiaires du commerce de gros	1 756,9	2 383,9	35,7%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	875,0	984,0	12,4%
Commerce de gros de biens domestiques	814,1	929,8	14,2%
Autres commerces de gros spécialisés	327,6	434,6	32,6%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	375,7	377,5	0,5%
Autres groupes NAF	95,6	104,0	8,8%
Total CA Commerce de gros	4 244,9	5 213,7	22,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 146,8	16 154,3	14,2%

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE Unité: million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.4. Hébergement et restauration

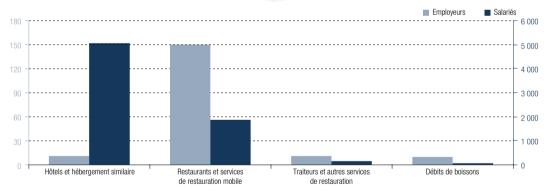
Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de groupe.

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021

	Emplo	yeurs		Salariés	
	Nb	Variation 2020/21	Nb	Variation 2020/21	Poids
Hôtels et hébergement similaire	11	10,0%	5 063	-7,9%	70,8%
Restaurants et services de restauration mobile	150	5,6%	1 868	23,5%	26,1%
Traiteurs et autres services de restauration	11	22,2%	148	0,5%	2,1%
Débits de boissons	10	25,0%	69	14,2%	1,0%
Total Hébergement et restauration	182	7,7%	7 148	-0,9%	
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'employeurs et de salariés selon le groupe NAF en 2021



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DÉFINITION:

NAF: La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

<u>ÉCO</u>NOMIE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.4. Hébergement et restauration

Poids de l'Hébergement et restauration dans la composition du PIB de la Principauté en 2020

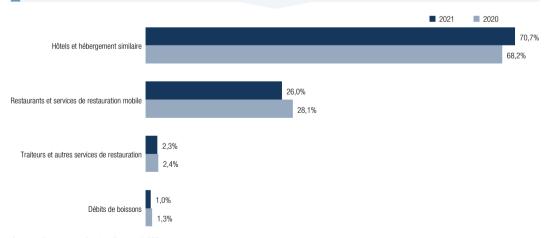
	PIB 2020	Hébergement et restauration	Part du secteur dans le PIB 2020
Rémunérations des salariés	2 925,3	250,8	8,6%
Excédent brut d'exploitation	2 751,0	18,7	0,7%
Impôts	927,5	25,1	2,7%
Subventions	-636,2	- 94,8	14,9%
PIB en millions d'euros constants	5 967,6	199,9	3,3%

Source : IMSEE Unité : million d'euros

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF Groupes NAF Variation 2020-21 2020 2021 Hôtels et hébergement similaire 409.1 41.9% 288.3 Restaurants et services de restauration mobile 119,0 150.8 26,7% Traiteurs et autres services de restauration 10,3 28,6% 5,9 8,2% Débits de boissons 5,4 **Total CA Hébergement et restauration** 423,1 578,9 36,8% CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance 15 949,1 17 893,1 12,2%

Sources : Direction des Services Fiscaux. IMSEE Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.5. Industries manufacturières, extractives et autres

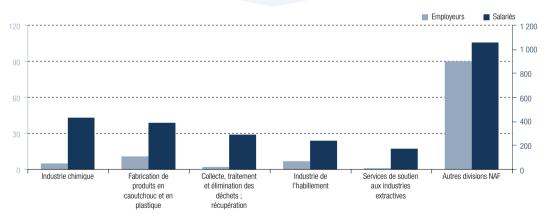
Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

Nombre d'employeurs et de salariés selon la division NAF en 2021

	Emplo	yeurs		Salariés	
	Nb	Variation 2020/21	Nb	Variation 2020/21	Poids
Industrie chimique	5	0,0%	432	6,5%	16,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11	0,0%	390	-5,0%	15,1%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	2	0,0%	289	6,5%	11,2%
Industrie de l'habillement	7	0,0%	239	-9,2%	9,3%
Services de soutien aux industries extractives	1	0,0%	173	38,4%	6,7%
Autres divisions NAF	90	-6,3%	1 057	-2,4%	41,0%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	116	-4,9%	2 579	0,8%	100%
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'employeurs et de salariés selon la division NAF en 2021



Source : Caisses Sociales de Monaco IMSEE

DÉFINITION:

NAF: La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8 Indicateurs sectoriels

3.8.5. Industries manufacturières, extractives et autres

Poids des Industries manufacturières, extractives et autres dans la composition du PIB de la Principauté en 2020

	PIB 2020	Industries manufacturières, extractives et autres	Part du secteur dans le PIB 2020
Rémunérations des salariés	2 925,3	122,1	4,2%
Excédent brut d'exploitation	2 751,0	82,6	3,0%
Impôts	927,5	26,3	2,8%
Subventions	-636,2	- 24,7	3,9%
PIB en millions d'euros constants	5 967,6	206,3	3,5%

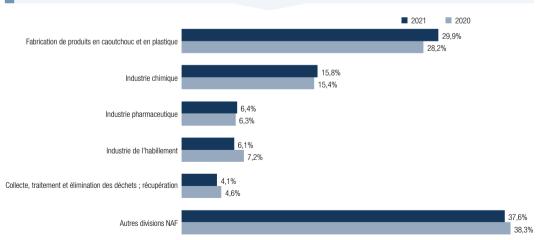
Source : IMSEE Unité : million d'euros

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2020	2021	Variation 2020-21
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	196,6	242,0	23,1%
Industrie chimique	107,9	128,2	18,9%
Industrie pharmaceutique	43,8	52,2	19,1%
Industrie de l'habillement	50,5	49,5	-1,9%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	32,3	33,4	3,4%
Autres divisions NAF	267,1	304,3	13,9%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	698,2	809,6	16,0%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 146,8	16 154,3	14,2%

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE Unité: million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.9. Activités financières

3.9.1. Établissements financiers

	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés de droit monégasque	15	15	14	15	14
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	3	3	3	4	
tablissements à statut particulier	1	1	1	1	
Succursales de banques françaises	12	12	12	10	1
otal	31	31	30	30	2
ource : Direction du Budget et du Trésor					
Évolution du nombre de sociétés financières					
	2017	2018	2019	2020	202
ociétés financières de droit monégasque	0	0	0	0	
uccursales de sociétés financières françaises	4	4	4	4	
otal	4	4	4	4	
Évolution du nombre de Fonds Communs de Placem	σ,		2010	2020	202
iombre ctifs nets (en milliard d'euros)	2017 56 4,6	2018 54 4,2	2019 53 4,4	2020 53 4,4	4
Évolution du nombre de Fonds Communs de Placem lombre actifs nets (en milliard d'euros) acure : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Porte	2017 56 4,6	2018 54	53	53	202 1 49 4,5
lombre ctifs nets (en milliard d'euros) ource : Direction du Budget et du Trésor	2017 56 4,6	2018 54	53	53	4; 4,!
lombre octifs nets (en milliard d'euros) ource : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Porte	2017 56 4,6	2018 54 4,2	53 4,4	53 4,4	4! 4,! 202 :
ombre ctifs nets (en milliard d'euros) ource : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Porte	2017 56 4,6 efeuille 2017	2018 54 4,2 2018	53 4,4 2019	53 4,4	4! 4,! 202 :
lombre octifs nets (en milliard d'euros) Jource : Direction du Budget et du Trésor	2017 56 4,6 efeuille 2017	2018 54 4,2 2018	53 4,4 2019	53 4,4	49
lombre ctifs nets (en milliard d'euros) ource : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Porte lombre ource : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre d'emplois	2017 56 4,6 efeuille 2017	2018 54 4,2 2018	53 4,4 2019	53 4,4	4, 4, 202 5
lombre octifs nets (en milliard d'euros) ource : Direction du Budget et du Trésor Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Port dource : Direction du Budget et du Trésor	2017 56 4,6 efeuille 2017 60	2018 54 4,2 2018 58	53 4,4 2019 61	53 4,4 2020 61	49 4, 9 4, 9 202

Source : Caisses Sociales de Monaco

3.9.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

Évolution des dépôts, titres et crédits					
	2017	2018	2019	2020	2021
Ressources de la Place	118,8	118,7	133,8	134,0	153,1
Dépôts	41,4	43,8	49,9	50,1	53,7
Titres	77,4	74,9	83,9	83,9	99,4
Clientèle non financière	72,4	70,5	79,1	79,0	94,4
Clientèle financière	5,0	4,4	4,8	4,9	4,9
Crédits	23,4	25,0	25,7	27,0	29,9

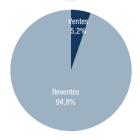
Source : Direction du Budget et du Trésor Unité : milliard d'euros

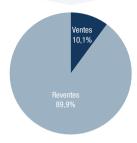
3.10. Marché de l'immobilier

3.10.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

Part selon le nombre de transactions en 2021

Part selon le montant des transactions en 2021





Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre et du montant des transactions (ventes et reventes)



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution de la part des transactions selon leur montant



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

DÉFINITIONS:

Vente: La notion de vente est basée sur la fiscalité immobilière. En effet, une transaction portant sur un bien immobilier est soumise à la TVA s'il s'agit de la première cession à titre onéreux: c'est une vente. Toutefois, cette première transaction doit avoir lieu dans les cinq ans après l'achèvement du bien. Le nombre de ventes concerne donc les locaux faisant l'objet d'une première cession. Il ne faut pas confondre le nombre de ventes et le nombre de transactions qui lui, fait référence au nombre de mutations, c'est à dire aux actes translatifs de propriété lesquels peuvent concerner un ou plusieurs locaux.

Revente : La deuxième cession d'un bien immobilier, ou la première mais dans un délai supérieur à cinq ans après l'achèvement du bien, est qualifiée de revente.

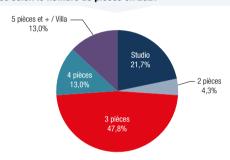
3.10. Marché de l'immobilier

3.10.2. Ventes immobilières

Évolution du nombre de ventes selon le nombre de pièces 2019 2020 2017 2018 2021 Studio 9 14 2 pièces 33 57 8 5 3 3 pièces 3 8 11 3 5 3 3 4 pièces 4 5 pièces et + / Villa 2 3 50 72 33 23 Total 16

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du nombre de ventes selon le nombre de pièces en 2021



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du montant total des ventes 2017 2018 2019 2020 2021 Montant total 228,9 371,0 320,5 218,7 235,6

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE Unité : million d'euros



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

<u>ÉCO</u>NOMIE

3 10 Marché de l'immobilier

3.10.3. Reventes immobilières

Répartition du nombre de logements vendus selon le nombre de pièces en 2021



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre de reventes selon le nombre de pièces

	2017	2018	2019	2020	2021
Studio	121	99	105	112	114
2 pièces	107	127	122	119	129
3 pièces	100	135	97	82	87
4 pièces	37	41	51	51	46
5 pièces et +	27	43	39	24	34
Villa	14	6	15	7	7
Total	406	451	429	395	417

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du montant des transactions selon le nombre de pièces en 2021



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du montant des reventes selon le nombre de pièces

	2017	2018	2019	2020	2021
Studio	180,4	158,1	190,2	177,7	193,3
2 pièces	316,6	393,3	408,2	371,5	427,7
3 pièces	469,7	679,8	511,0	479,2	501,3
4 pièces	196,0	260,2	397,3	435,9	334,2
5 pièces et +	304,9	661,9	490,9	325,7	531,7
Villa	364,2	174,1	477,8	164,0	107,9
Total	1 831.8	2 327.4	2 475.4	1 954.0	2 096.1

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du nombre et du montant des reventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.4. Prix moyen

Les données concernant les reventes sont fournies par la Division des Hypothèques de la Direction des Services Fiscaux. Cependant, la superficie des biens vendus n'est pas toujours connue.

L'échantillon connu porte sur 3 511 reventes réalisées entre 2012 et 2021 pour un montant global de 15,3 milliards d'euros et une surface de plus de 365 000 m².

En 2021, la superficie est connue pour 331 transactions sur 417 soit 79,4 %. Depuis 2012, ce pourcentage s'élève à 79,2 %.

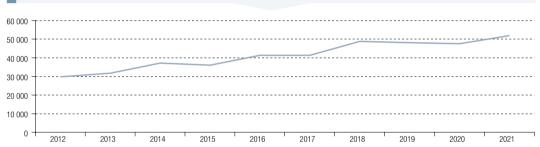
Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière

	2017	2018	2019	2020	2021	Évolution 2020-21	Évolution 2012-21
Prix moyen au m² (1)	41 335	48 799	48 151	47 619	51 912	9,0%	74,3%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro

Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro

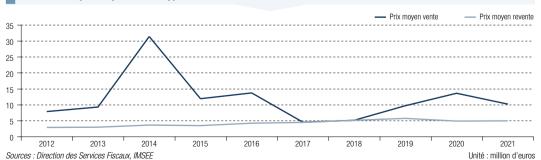
Évolution du prix moyen selon le type de transactions

	2017	2018	2019	2020	2021	Évolution 2020-21	Évolution 2012-21
Prix moyen vente	4,6	5,2	9,7	13,7	10,2	-25,0%	30,1%
Prix moyen revente	4,5	5,2	5,8	4,9	5,0	1,6%	71,1%

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du prix moyen selon le type de transactions



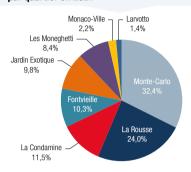
⁽¹⁾ Dont la superficie est connue.

<u>ÉCO</u>NOMIE

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.5. Reventes immobilières par quartier

Répartition du nombre des reventes par quartier en 2021

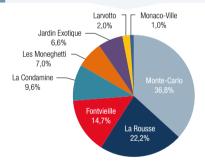


Évolution du nombre de reventes par quartier NOMBRE Monte-Carlo La Rousse La Condamine Fontvieille Jardin Exotique Les Moneghetti Monaco-Ville Larvotto Total

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du montant des reventes par quartier en 2021



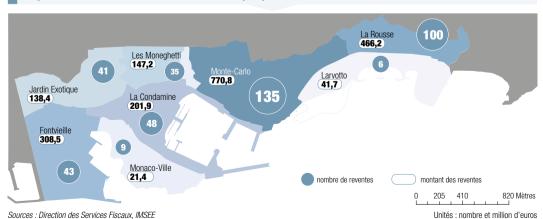
Évolution du montant des reventes par quartier								
MONTANT	2017	2018	2019	2020	2021			
Monte-Carlo	638,0	950,2	678,8	732,0	770,8			
La Rousse	447,9	597,8	509,7	340,8	466,2			
Fontvieille	158,7	235,1	371,7	275,4	308,5			
La Condamine	160,5	150,5	363,2	123,5	201,9			
Les Moneghetti	119,9	140,7	305,0	144,7	147,2			
Jardin Exotique	205,3	137,9	176,0	188,9	138,4			
Larvotto	73,0	73,0	24,8	130,5	41,7			
Monaco-Ville	28,6	42,2	46,1	18,2	21,4			
Total	1 831,8	2 327,4	2 475,4	1 954,0	2 096,1			

Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du montant et du nombre des reventes par quartier en 2021



3.10. Marché de l'immobilier

3.10.6. Transactions Immobilières Hors Habitation

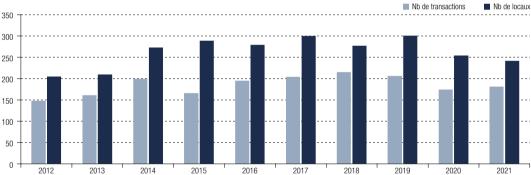
Les transactions portent sur des locaux « anciens » ou considérés comme tels dès lors qu'ils sont sortis du champ d'application de la T.V.A. immobilière (il s'agit en général de locaux dont la date d'achèvement remonte à plus de cing ans).

Évolution du nombre de transactions et de locaux selon la nature des biens

	2017		2018		2019		2020		2021	
	transactions	locaux								
Locaux professionnels	55	94	38	52	50	84	44	65	37	44
Chambres de personnels	16	17	31	33	13	13	17	20	14	14
Caves	43	54	41	48	34	40	29	37	45	49
Parkings	90	135	105	144	109	164	84	132	85	135
Total	204	300	215	277	206	301	174	254	181	242

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre de transactions et de locaux



Sources: Direction des Services Fiscaux, IMSEE

DÉFINITION:

Bien immobilier: Un bien immobilier est un bien qui ne peut être déplacé. Cela peut concerner un terrain nu (c'est-à-dire sans la moindre construction), un bâtiment ou une partie de bâtiment qu'il soit à usage d'habitation, de bureau, de stockage, industriel ou encore à usage mixte.

3.11. Numérique

Le numérique, selon le périmètre retenu par l'Insee, rassemble les activités suivantes :

- Les TIC, technologies de l'information et de la communication incluant la production, vente et les services associés à ces technologies ;
- La Publicité et Communication, avec les activités de design et photographiques ;
- Les Contenus et supports comme les productions cinéma, vidéo, la télévision ainsi que la programmation et diffusion de contenu ;
- Les Autres technologies numériques telles que la fabrication d'instruments scientifiques.

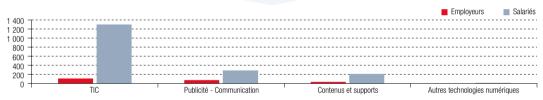
Il n'inclut ni le commerce de détail et de réparation, ni les entreprises qui utilisent le numérique comme les sites de vente en ligne.

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe d'activité en 2021

	Er	nployeurs	Salariés			
	Nb Variation 2020/21		Nb	Variation 2020/21	Poids	
TIC	110	4,8%	1 300	5,9%	71,8%	
Publicité – Communication	75	2,7%	287	5,2%	15,9%	
Contenus et supports	35	0,0%	210	-1,0%	11,6%	
Autres technologies numériques	2	0,0%	13	-7,3%	0,7%	
Total Numérique	222	3,3%	1 810	5 %	100%	
Total en Principauté	6 308	3,0%	53 079	4,1%		

Source : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe d'activité en 2021



Source : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe d'activité

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2020/21
TIC	469,1	460,1	471,4	453,5	528,9	16,6%
Contenus et supports	378,3	287,5	202,6	178,7	207,3	16,0%
Publicité – Communication	85,0	102,6	104,8	91,1	120,8	32,6%
Autres technologies numériques	2,3	2,0	1,7	2,1	1,8	-11,8%
Total CA Numérique	934,7	852,2	780,5	725,3	858,8	18,4%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 763,4	14 524,0	15 005,0	14 146,8	16 154,3	
Poids du Numérique dans le CA global hors Activités financières et d'assurance	6,8%	5,9%	5,2%	5,1%	5,3%	

Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe d'activité (1)



Sources: Direction des services fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ Le poids des « Autres technologies numériques » étant inférieur à 0,5 %, ce groupe d'activité n'est pas représenté sur le graphique

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

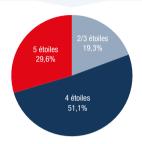
Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2021.

Capacité hôtelière selon la catégorie en 2021

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nuitées chambres disponibles	Nuitées chambres occupées
2/3 étoiles	4	460	1 046	167 900	76 933
4 étoiles	4	1 375	2 761	501 875	195 491
5 étoiles	4	649	1 599	213 695	94 730
Total	12	2 484	5 406	883 470	367 153

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Répartition du nombre de lits selon la catégorie en 2021



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

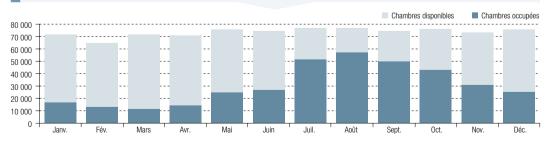
Taux d'occupation des hôtels selon le mois et la catégorie en 2021

	2/3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Total	Écart 2020-21
Janvier	36,1%	20,1%	22,1%	23,7%	-31,4%
Février	32,8%	16,9%	19,6%	20,6%	-24,1%
Mars	24,0%	13,3%	18,0%	16,4%	1,2%
Avril	24,3%	18,9%	20,2%	20,3%	16,0%
Mai	47,9%	29,0%	30,8%	33,0%	28,0%
Juin	39,1%	36,2%	34,6%	36,3%	18,5%
Juillet	63,5%	65,3%	73,7%	67,2%	25,5%
Août	76,7%	71,2%	79,6%	74,4%	15,5%
Septembre	62,7%	67,4%	69,0%	67,0%	39,9%
Octobre	56,4%	57,0%	56,1%	56,6%	29,2%
Novembre	49,6%	38,5%	45,3%	42,3%	26,9%
Décembre	35,1%	31,6%	37,4%	33,7%	4,2%
Annuel	45,8%	39,0%	44,3%	41,6%	13,0%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : nuitée chambre

Occupation mensuelle des hôtels en 2021



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès , IMSEE

DÉFINITIONS:

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une unité d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Taux occupation : Rapport entre le nombre de chambres disponibles et le nombre de chambres occupées.

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

Évolution des arrivées selon le mois

	Arrivées 2020	Arrivées 2021	Évolution 2020-21
Janvier	24 231	12 637	-47,8%
Février	21 693	9 423	-56,6%
Mars	4 827	6 627	37,3%
Avril	1 422	7 052	395,8%
Mai	1 734	11 540	565,7%
Juin	9 851	13 250	34,5%
Juillet	26 118	30 234	15,8%
Août	34 561	33 153	-4,1%
Septembre	13 557	30 097	122,0%
Octobre	13 611	27 292	100,5%
Novembre	6 054	19 366	219,9%
Décembre	14 380	19 380	34,8%
Total	172 038	220 053	27,9%

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

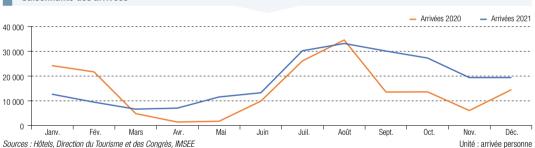
Évolution des nuitées selon le mois

	Nuitées 2020	Nuitées 2021	Évolution 2020-21
Janvier	58 293	25 374	-56,5%
Février	45 188	18 999	-58,0%
Mars	14 990	14 946	-0,3%
Avril	4 011	16 881	320,9%
Mai	4 889	29 188	497,1%
Juin	20 670	40 451	95,7%
Juillet	62 956	88 817	41,1%
Août	94 761	110 714	16,8%
Septembre	30 249	72 243	138,8%
Octobre	28 614	61 873	116,2%
Novembre	13 206	44 177	234,5%
Décembre	27 862	42 871	53,9%
Total	405 690	566 536	39,6%

Unité: nuitée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Saisonnalité des arrivées



Durée moyenne de séjour selon le mois en 2021

	Durée moyenne de séjour		Durée moyenne de séjour
Janvier	2,0	Juillet	2,9
Février	2,0	Août	3,3
Mars	2,3	Septembre	2,4
Avril	2,4	Octobre	2,3
Mai	2,5	Novembre	2,3
Juin	3,1	Décembre	2,2
		Total	2.6

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE Unité : jour

DÉFINITIONS:

Arrivées personnes: Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les nuitées et les arrivées, exprimé en jours.

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

Saisonnalité des arrivées selon la nationalité en 2021

	Français et	Autres
	Monégasques	nationalités
Janvier	10 038	2 599
Février	7 596	1 827
Mars	4 467	2 160
Avril	4 160	2 891
Mai	7 112	4 429
Juin	6 815	6 435
Juillet	9 812	20 422
Août	11 678	21 476
Septembre	9 442	20 655
Octobre	12 632	14 659
Novembre	8 218	11 149
Décembre	8 709	10 671
Total	100 679	119 373
		Unitá a arriváa naraanna

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

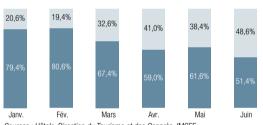
Classement des arrivées selon la nationalité en 2021

	Arrivées	Poids
Français	97 296	44,2%
Italiens	28 204	12,8%
Anglais	12 479	5,7%
Américains	10 148	4,6%
Suisses	9 098	4,1%
Allemands	8 417	3,8%
Néerlandais	4 432	2,0%
Belges	4 367	2,0%
Russes	3 501	1,6%
Monégasques	3 348	1,5%
Espagnols	3 306	1,5%
Ukrainiens	2 039	0,9%
Israéliens	1 969	0,9%
Autrichiens	1 909	0,9%
Suédois	1 602	0,7%

Unité: arrivée personne

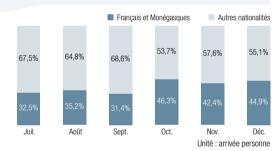
Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Répartition des arrivées selon le mois et la nationalité en 2021



Évolution des arrivées selon la zone géographique

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE



Durée moyenne de séjour selon la zone géographique en 2021

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

France / Monaco 100 679 Autres Europe USA = Moyen-Orient 6 730 Russie/CEI 6 144 Amérique latine 4 2 184 Asie 1 829 Afrique 1 490 Sc

Gariada	■ 1 340		
Océanie	545	2020	2021
		Unité : arrivée	personne
Sources : Hôtels,	Direction du Tourisme et des Congrès, IMS	SEE	

Durée Moyenne de séjour Moyen-Orient 4.0 Canada 3.6 Russie/CEI 3,4 Océanie Afrique Asie Amérique latine USA Union européenne France / Monaco 2.2 Total 2,3

DÉFINITIONS:

Arrivées personnes; Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les nuitées et les arrivées, exprimé en jours.

Unité : jour

<u>ÉCO</u>NOMIE

3.12. Tourisme

3.12.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires

Principales structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m²)
Grimaldi Forum (1) dont :	3 000 / 4 000	35 000
Espaces d'exposition	n.d.	6 751
Espaces de restauration	1 560	1 980
Hall - Verrière	n.d.	1 700
Salles de Réunions - Auditoriums	3 000	1 605
Esplanade	n.d.	1 500
Salles de Commissions et foyers	3 100	1 256
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	3 800	4 500
Auditorium Rainier III	1 500	3 500
Espace Léo Ferré	2 082	2 000
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) dont :	1 650	1 563
Salle des Étoiles	950	973
Salle des Palmiers	700	590
One Monte-Carlo	900	1 500
Le Salon Bellevue	350	495
Total	n.a.	48 558

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, S.B.M, Auditorium Rainier III

Structures d'accueil du parc hôtelier selon le nombre d'espaces et leur surface

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Novotel, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements.

Établissements	Nombre d'espaces d'accueil	Surfaces totales (en m²)
Fairmont Monte-Carlo	13	3 277
Méridien Beach Plaza/Sea Club	14	3 000
Monte-Carlo Bay	15	1 340
Hôtel Hermitage	17	1 310
Hôtel de Paris	7	870
Monte-Carlo Beach	1	503
Métropole	6	434
Novotel	15	246
Columbus	11	152
Total	89	11 132

Source : Direction du Tourisme et des Congrès

3.12.3. Croisières

Une seule escale de navire de croisière a eu lieu en janvier 2020 et aucune n'était prévue en février. Suite à la pandémie, le Gouvernement a décidé de suspendre les escales des croisiéristes à partir du 11 mars 2020. En 2021, ces dernières n'ont pas repris.

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

3.13. Commerce extérieur

3.13.1. Échanges commerciaux

Compte-tenu de l'Union Douanière entre la France et la Principauté de Monaco, les échanges de biens et services entre les deux pays ne font pas l'objet de formalités douanières. Les données présentées concernent UNIQUEMENT les échanges entre la Principauté de Monaco et le reste du monde, hors France.

Évolution des échanges

	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations et livraisons	931,2	1 097,8	1 190,2	939,9	1 153,1
% export UE (1)	64,8%	64,8%	62,3%	62,7%	59,6%
Importations et acquisitions	1 624,4	2 135,9	2 555,3	1 451,4	1 787,1
% import UE	62,8%	53,2%	55,5%	58,9%	48,2%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

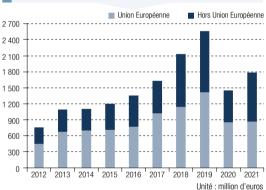
Unité : million d'euros

Évolution du montant des exportations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Évolution du montant des importations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Évolution du taux de couverture



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

(1) Union européenne à 27 hors France.

DÉFINITION:

Taux de couverture : Il s'agit du rapport entre les Exportations et les Importations exprimé en pourcentage. En cas d'excédent, celui-ci sera supérieur à 100 %, et inversement en cas de déficit.

3.13. Commerce extérieur

3.13.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17)

Évolution des exportations par famille de produits Code Type de produits 2020 2021 Evol **Poids** C5 Fabrication d'autres produits industriels 501,3 611,7 22,0% 53,0% C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques- fabrication de machines 176,5 201.4 14.1% 17.5% Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac C1 111,9 9.2% 10.6% C4 Fabrication de matériels de transport 87.2 93.6 7.3% 8.1% ΑZ Agriculture, sylviculture et pêche 39.5 50.5 27.8% 4.4% RU Autres activités de services 48.6 193.4% 16.5 4.2% C2 Cokéfaction et raffinage 3.2 12.3 285.1% 1.1% DE 3,0 12,3 302,1% Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution 1,1% JΖ Information et communication 0.7 0.7 -1.2%0.1% MN Activités scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien 0,0% 939.9 1 153.1 22.7% 100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

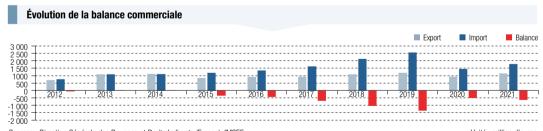
Évolution des importations par famille de produits

Code	Type de produits	2020	2021	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	626,0	871,1	39,2%	48,7%
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques- fabrication de machines	345,3	346,5	0,3%	19,4%
C4	Fabrication de matériels de transport	263,4	323,5	22,8%	18,1%
RU	Autres activités de services	82,3	100,1	21,7%	5,6%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	102,4	94,4	-7,9%	5,3%
ΑZ	Agriculture, sylviculture et pêche	24,8	47,3	90,6%	2,6%
JΖ	Information et communication	1,3	2,9	128,8%	0,2%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,7	1,2	-79,0%	0,1%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	-4,3%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien	0,1	0,0	-97,2%	0,0%
	Total	1 451,4	1 787,1	23,1%	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3.13.3. Balance commerciale



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la balance commerciale selon la zone économique

	2017	2018	2019	2020	2021
UE ⁽¹⁾	-416,6	-425,7	-677,7	-265,3	-174,4
Hors UE	-276,6	-612,4	-687,4	-246,1	-459,7
Total	-693.1	-1 038.1	-1 365.0	-511.5	-634.1

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

(1) Union européenne à 27 hors France.

DÉFINITION:

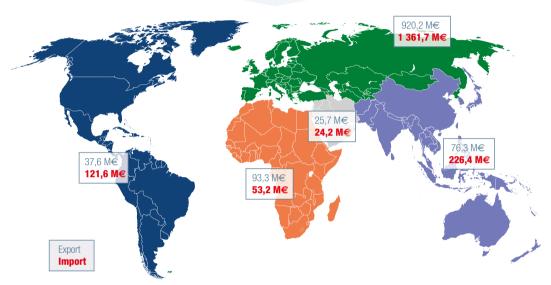
Balance commerciale: Il s'agit de la somme des exportations/livraisons auxquelles on retranche la somme des importations/acquisitions.

3.13. Commerce extérieur

3.13.4. Échanges commerciaux par zone géographique

Le découpage géographique est celui utilisé par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France).

Répartition géographique des échanges commerciaux en 2021



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Évolution des exportations selon la zone géographique

_				
	2019	2020	2021	Poids
Europe	964,6	779,7	920,2	79,8%
Afrique Asie	77,3	65,9	93,3	8,1%
Asie	60,1	50,7	76,3	6,6%
Amérique	78,1	25,7	37,6	3,3%
Proche et Moyen-Orient	10,2	18,0	25,7	2,2%
Total	1 190,2	939,9	1 153,1	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution des importations selon la zone géographique 2019 2020 2021 **Poids** Europe 2 156,6 1 118,0 1 361,7 76,2% Asie 217,6 185,4 226,4 12,7% Amérique 65,9 88,1 121,6 6,8% 40.5 3,0% Afrique 64,1 Proche et Moyen-Orient 51,1 19,4 24,2 1,4% 100% **Total** 2 555,3 1 451,4 1 787,1

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3.13. Commerce extérieur

3.13.5. Échanges commerciaux par pays

Classement des 20 premiers clients

2020 **Poids Variation** 18.2% Italie 175.4 19.6% Suisse 125,2 13.0% 19.8% Allemagne 9.6% 133.8 146.7 Belaiaue 59.9 70.4 6.1% 17.4% 22.7% Espagne 52.9 56.6 4.4% -10.8% Royaume-Uni Hong Kong 30,9 3,4% 27,7% Pays-Bas 60.7 -37.4% Algérie 18.3 2.9% 82.5% 2,7% États-Unis 17.9 72,1% Suède 11,0 1.8% 90.3% Luxembourg 6.6 1.4% 140.0% 14.4 1.4% 9.4% Pologne Chine 6.5 14.9 127.3% 15.9 14.6 -8.4% Tunisie Turquie 1,6 775,6% Danemark 3,2 1,1% 314.9% Portugal 13.8 1,1% -9.1% Autriche 11.9 2.3% 11.7 6.2 Émirats arabes unis 77.3% Autres 117.4 174,5 15.1% 48.7% Total 939.9 1 153.1 100% 22,7%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Classement des 20 premiers fournisseurs

	2020	2021	Poids	Variation
Italie	505,8	438,3	24,5%	-13,3%
Royaume-Uni	62,8	175,8	9,8%	179,7%
Allemagne	155,3	154,4	8,6%	-0,6%
Chine	95,7	131,3	7,3%	37,3%
États-Unis	71,2	89,4	5,0%	25,5%
Suisse	67,2	85,3	4,8%	26,9%
Belgique	50,4	74,1	4,1%	47,0%
Espagne	37,0	51,1	2,9%	37,9%
Tunisie	33,0	43,8	2,5%	33,0%
Pays-Bas	8,0	41,6	2,3%	418,1%
Hong Kong	18,5	22,0	1,2%	18,9%
Viêt Nam	15,0	20,2	1,1%	34,9%
Tchèque (République)	21,2	20,0	1,1%	-5,6%
Turquie	10,5	13,7	0,8%	30,1%
Liban	6,8	12,1	0,7%	77,3%
Slovaquie	12,6	11,7	0,7%	-6,8%
Suède	3,9	10,7	0,6%	172,5%
Mexique	1,0	10,1	0,6%	925,4%
Portugal	10,1	9,7	0,5%	-4,4%
Israël	10,5	9,4	0,5%	-10,4%
Autres	254,8	362,4	20,3%	42,2%
Total	1 451,4	1 787,1	100%	23,1%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3.13.6. Convention de Washington – Espèces CITES

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a pour objet de protéger les espèces sauvages d'une surexploitation commerciale responsable en partie du déclin de la biodiversité mondiale. Cette Convention, signée à Washington le 3 mars 1973, est plus connue par son acronyme CITES. La Principauté de Monaco est Partie à cette Convention depuis le 18 juillet 1978 (Convention rendue exécutoire à Monaco par l'Ordonnance Souveraine n° 6.292 du 23 juin 1978). La mise en oeuvre de ce dispositif repose entre autres sur la délivrance de permis CITES assurant la traçabilité et permettant le contrôle des transactions concernant ces espèces. Au 31 décembre 2021, 183 pays appliquent la CITES.

Sur la période 2007-2021, la Direction de l'Environnement a délivré 108850 documents CITES. Le graphique ci-après présente le nombre de permis émis chaque année pour cette période.





Source : Direction de l'Environnement